

→ Grèce. Mais c'était sans compter sur l'aveuglement des créanciers et leur intransigeance inébranlable à faire prévaloir à tout prix les seules logiques budgétaires et financières. Quitte à ne pas vouloir reconnaître que la dette grecque est intenable et à aggraver la situation de 3,9 millions de personnes en état de pauvreté (soit plus de 35% de la population) ! Du coup, la grogne est de plus en plus vive au sein de la population et des travailleurs qui multiplient les grèves pour sauver ce qui peut encore l'être.

Pour Syriza et pour les défenseurs d'une autre Union européenne, le bilan est donc assez douloureux. Toutefois, comme nous le confiait Paul Palsterman, « le mérite de Syriza ne réside pas tant dans ses réalisations concrètes que d'avoir proposé une alternative progressiste et pro-européenne, alors que l'ensemble du continent est plongé dans l'apathie, la morosité, voire pire. A un moment où l'Europe germanique et slave flirte de plus en plus ouvertement avec l'extrême droite et le repli sur soi, c'est finalement en Grèce que souffle le plus l'esprit européen ». Pour combien de temps encore ?

Nicolas Vandenhemel
Rédacteur en chef de *Démocratie*

1. La troïka regroupe la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international.
2. Estelle Toscanucci, « Tragédie grecque », *En Marche*, 21 avril 2016, p.7.
3. Voir : https://www.rtb.be/info/societe/detail_grece-l-austerite-s-est-traduite-par-une-hausse-d-un-tiers-des-suicides?id=8897454
4. Voir : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/06/30/crise-grecque-8-plans-d-austerite-depuis-2009-4-gouvernement-s-2-plans-d-aide_4664337_4355770.html
5. Suite aux mesures d'austérité, le salaire minimum avait été diminué à 580 euros.
6. Voir : <https://www.mediapart.fr/journal/international/290415/le-parlement-grec-vote-la-reouverture-de-laudiovisuel-public>
7. Voir : https://www.mediapart.fr/journal/international/170415/grece-syriza-defend-ses-trois-premiers-mois-au-pouvoir?page_article=4
8. Idem
9. Voir : <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-pourquoi-alexis-tsipras-veut-etre-le-bon-eleve-de-la-troika-510866.html>

E S P A G N E

PODEMOS : LA FRAÎCHEUR ET L'IMPASSE ?

La naissance du parti espagnol Podemos en janvier 2014 a suscité de grandes espérances. Présenté comme le prolongement du mouvement des Indignés, il s'est imposé sur la scène politique espagnole à la vitesse de l'éclair. Aujourd'hui, après six mois de négociations bloquées et la tenue de nouvelles élections, le parti s'est maintenu, sans émerger, sans chuter. Le bon moment pour prendre un peu de recul.

Nul ne conteste cette évidence, Podemos a créé un courant d'air dans l'espace politique espagnol, occupé depuis plusieurs décennies par les deux grands partis traditionnels, le PP (Parti populaire) et le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Né en janvier 2014 avec l'intention explicite de « convertir l'indignation en changement politique », il a connu une croissance fulgurante dans les sondages, s'est porté au pouvoir grâce à des coalitions et à des alliances lors des élections municipales et régionales de 2015 dans les villes les plus importantes du pays : Barcelone, Madrid, Valence. Enfin, il s'est positionné troisième lors des élections générales de décembre 2015 et de juin 2016 (71 sièges pour la coalition *Unidos Podemos*).

Avant les élections espagnoles du 26 juin, Pablo Sánchez, un membre de Podemos, nous confiait : « *Ce qui peut arriver le 26 juin peut avoir une signification historique. Pour la première fois en Espagne, il y a une possibilité qu'une force politique s'oppose à la vieille politique et aux coupes budgétaires, elle peut arriver en première ou deuxième position, dépassant le parti historique de la gauche (PSOE). D'après les sondages, la percée d'Unidos Podemos (le nouveau sigle électoral unissant Izquierda Unida - « Gauche Unie » - et Podemos) peut être très importante. Est-ce que cela suffira pour gagner les élections et battre le PP (Partido Popular, de droite) ? C'est difficile à dire avant le 26 juin.* »

On sait à présent que cet espoir n'a pas été réalisé. Malgré l'alliance avec *Izquierda Unida*, *Podemos* n'a pas remporté davantage



cc.Flickr Ministerio de la cultura de la nacion argentina

de sièges et ne sera vraisemblablement pas en position de faire partie d'un gouvernement de coalition. Il n'empêche que le paysage politique s'est modifié et que les attentes envers cette « nouvelle gauche » demeurent importantes. Comme le résume Héloïse Nez, sociologue, « l'un des mérites de Podemos est d'avoir offert une issue électorale au mouvement des Indignés et une alternative partisane aux électeurs espagnols. Quand les Indignés émergent le 15 mai 2011, à une semaine des élections municipales et régionales, ils se trouvent dans une impasse électorale : le choix se résume alors entre les socialistes au pouvoir, qui ont déjà adopté les premières mesures d'austérité, et la droite dans l'opposition, qui prévoit d'aller encore plus loin dans les coupes budgétaires. Le principal slogan des Indignés, "Ils ne nous représentent pas", se dirige aux principaux partis politiques au pouvoir depuis la transition démocratique (1975-1978), le PP (droite) et le PSOE (socialiste), qui sont impliqués dans de nombreuses affaires de corruption et proposent les mêmes politiques d'austérité face à la crise économique. C'est pourquoi les Indignés revendiquent une "démocratie réelle" et plus de justice sociale. »¹

Côté fraîcheur : société civile et jeunesse du discours

Contrairement à Syriza en Grèce, au *Bloco de Esquerda* au Portugal ou encore au *Front de Gauche* en France, *Podemos* ne s'est pas créé par le regroupement de divers partis préexistants, mais se revendique d'une continuité avec l'indignation de la société civile. Même si de nombreux cadres de *Podemos* sont passés par des

formations traditionnelles de gauche radicale, c'est bien la maturation du mouvement des Indignés qui a permis la cristallisation de personnalités et d'idées autour d'un programme de parti. « Le 15 mai 2011, se souvient Pablo Sánchez, a commencé l'occupation de la Puerta del Sol à Madrid et, les jours suivants, de milliers de places dans toute l'Espagne. Ces occupations ont catalysé les centaines de campagnes et de luttes locales en un mouvement de masse, qui n'avait cependant pas de demandes spécifiques. Le mouvement était une université populaire qui a repolitisé des centaines de milliers de personnes dans le pays. »

« Quand on regarde les leaders de *Podemos*, note Héloïse Nez, on constate un clair rajeunissement des élites : la plupart sont des trentenaires qui arrivent sur la scène politique, et qui incitent par là les autres partis à miser sur des nouveaux candidats plus jeunes. Sur les pratiques aussi, le style est nouveau. »² La publication, par le parti, d'un livre d'analyse politique basé sur la série *Game of thrones*³ est symptomatique de cette nouvelle manière de mobiliser le débat citoyen. Mais au-delà de l'anecdote, certains principes vont concrètement dans le sens d'une autre façon de faire de la politique, tels que le refus du cumul des mandats, même dans le temps, ou le plafonnement des indemnités des élus (à trois fois le salaire minimum) afin d'éviter une professionnalisation de ceux-ci. Ces engagements contribuent à mettre en lumière la ligne de séparation que *Podemos* a voulu redessiner, non plus entre gauche et droite traditionnelles, mais entre un « peuple », la société civile, et une « caste », les élites. Le pari compliqué consiste donc, pour le jeune parti, à entrer dans la danse →

→ du pouvoir tout en continuant à être perçu comme étant du bon côté de la ligne...

Côté impasse : le lieu du pouvoir

A côté de ces aspects éthiques et discursifs, l'autre grande spécificité de *Podemos* dans le paysage politique espagnol est le contenu résolument anti-néolibéral de son programme. Refus de l'austérité imposée par l'UE et défense de la solidarité redistributive, priorité à l'éducation et à la protection sociale, relèvement du salaire minimum : tous ces classiques qui font que la gauche peut rester la gauche, amènent la jeune formation espagnole à se frotter aux mêmes dilemmes traversés par tous les partis anti-austérité, mais pro-européens par principe. L'échec de *Syriza* (cf. article précédent) est encore dans toutes les têtes. En reflet inversé, le Brexit met le doigt sur l'ambiguïté du discours de rejet de l'Union européenne, qui atterrit plus spontanément dans des formules de droites nationalistes que dans des vi-

sions progressistes. L'extrême droite semble gagner assez facilement au petit jeu consistant à « bouger les lignes » et à brouiller les pistes droite-gauche par électoralisme. Sur le terrain de la démagogie, elle aura toujours une longueur d'avance : les idées simplistes sont, par définition, plus faciles à exprimer simplement que les idées justes. L'enjeu stratégique pour la construction d'une vraie gauche européenne, aujourd'hui, est précisément celui de pouvoir dénoncer plus fort (et mieux) que l'extrême droite le cadre néolibéral de l'UE, tout en proposant une autre perspective européenne, à la fois sociale, progressiste et réaliste. Immense défi !

Conscient de cette difficulté de parvenir à infléchir le cadre européen, le leader de *Podemos* Pablo Iglesias avait mis en avant, comme Jean-Luc Mélenchon en France, la perspective d'un rapport de force différent : « (...) *l'Espagne représente 10,6% du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro en 2013, contre 1,9% pour la Grèce. Nous engagerions donc le bras de fer avec la certitude de disposer d'une marge de manœuvre plus importante.* »⁴ Vu l'ampleur du défi, le seul recours au refrain du « rapport de force » répété à l'envi par certains sonne un peu comme un aveu d'impuissance théorique et stratégique.

L'impasse dans laquelle se trouve *Podemos* actuellement n'est cependant pas située à l'échelon européen, puisque c'est sur la scène nationale que le parti n'est pas encore parvenu à se hisser au niveau de pouvoir permettant d'être à la table de négociation des politiques socio-économiques. Mais ne nous y trompons pas, à côté de questions spécifiques à l'Espagne (*Podemos* est en faveur de l'autodétermination de la Catalogne), c'est aussi sur ces enjeux que l'essentiel du nœud s'est formé. Les leaders de *Podemos* ne veulent pas se retrouver dans une situation de gouvernement qui les obligerait à faire marche arrière (comme *Syriza*) sur leurs options socio-économiques fondamentales. D'où le mécontentement, inévitable, de certains électeurs déçus qui espéraient une attitude plus réaliste de la part de *Podemos* dans les négociations, avec une implication peut-être moins ambitieuse, mais plus tangible, dans la participation à la vie politique.

Nous pouvons : nous, le peuple ?

« *Podemos* », en espagnol, signifie « nous pouvons ». Ce nom est à la fois très puissant symboliquement et très mobilisateur en termes de communication, mais il pose deux questions embarrassantes. L'ensemble résume assez bien à la fois l'enthousiasme et le scepticisme suscités par le phénomène *Podemos*.

Le symbole et la communication tout d'abord :

ERNESTO LACLAU : UNE VISION ORIGINALE DU « POPULISME »

Le populisme, au sens courant, est associé dans les sociétés démocratiques à une représentation négative. Il est presque devenu synonyme de « démagogie », bien que son acception d'origine désignait seulement la prise en compte des intérêts du peuple dans une doctrine politique.

Chez l'intellectuel argentin Ernesto Laclau (1935-2014), fréquemment étiqueté « post-marxiste » et influencé par la pensée du communiste italien Antonio Gramsci (1891-1937), le populisme prend un tout autre sens. Il n'est ni une intention démagogique, ni « un certain type de mouvement identifiable à une base sociale particulière » (paysannerie ou mouvement ouvrier), mais « une logique politique qui tente de constituer le « peuple » comme acteur historique à partir d'une pluralité de situations antagoniques. Ce qu'il vise ? Restaurer une société pleinement réconciliée : horizon politique (voire mythique) qui marque selon Laclau la logique universaliste de la notion même de « peuple »¹.

Autrement dit, pour l'auteur argentin, le populisme « correspond à une configuration particulière des sociétés. En temps normal, les différents secteurs sociaux interagissent avec l'État en lui adressant des revendications spécifiques : les instituteurs demandent des classes moins chargées, cependant que les petits artisans réclament un allègement de leur fiscalité ; les écologistes se concentrent sur la lutte contre le réchauffement climatique, alors qu'émerge un mouvement suggérant de commencer par changer de Constitution, etc. Laclau parle de « logique de la différence ». (...) Lorsque le pouvoir ne veut (ou ne peut) répondre à ces interpellations variées - sans rapport nécessaire les unes avec les autres -, il arrive qu'une série de particularités établissent des relations d'équivalence entre elles". Les différences s'estompent ; émerge alors un mot d'ordre susceptible d'incarner, un temps, l'ensemble des doléances. »²

1. Evelyne Grossman, « Vous avez dit « populisme » ? », *La Vie des idées*, 19 mai 2008.

2. Razmig Keucheyan & Renaud Lambert, « Ernesto Laclau, inspirateur de *Podemos* » dans *Le Monde Diplomatique*, septembre 2015.

Les deux principaux ouvrages d'Ernesto Laclau sont *Hégémonie et stratégie socialiste* (1985, co-écrit avec Chantal Mouffe) et *La Raison populiste* (2005).



cc: Flickr Ministerio de la cultura de la nacion argentina

le verbe « pouvoir » associé à un « nous » rassembleur renvoie à l'étymologie même de la démocratie (le pouvoir du peuple). C'est très fort pour mobiliser largement, c'est même très bien vu dans l'optique de dépasser le clivage droite-gauche traditionnel pour mettre l'accent sur la distinction peuple-élites, sur le rejet des politiques élaborées en vase clos par des institutions lointaines au détriment des populations. Mais on se demande, du coup, qui est ce « nous », ce peuple, et ce qu'il peut bien vouloir. « Nous pouvons », oui mais nous pouvons quoi ?

Répondre à ces deux questions exigerait bien davantage que quelques... lignes. Mais signalons tout de même que cela fait l'objet d'une importante réflexion théorique au cœur même de *Podemos*. Pour mettre ensemble des revendications politiques diverses et portées par des groupes sociaux hétérogènes (comme c'était le cas du mouvement des Indignados), l'apport théorique de l'intellectuel argentin Ernesto Laclau, et notamment sa version positive du « populisme » (cf. encadré), sont régulièrement cités. Davantage qu'une référence savante signalée en passant, il nous semble qu'on touche, avec cette réflexion sur la notion de « peuple », au cœur d'un débat essentiel qui ne concerne pas seulement les Espagnols. En deux mots, de quoi est-il question ? De prendre en compte le fait que le « peuple » n'est pas (plus) une notion claire aujourd'hui, mais une catégorie politique à (re)construire. L'opposition limpide travail/capital, qui a pu suffire à fonder des luttes sociales évidentes autour de revendications communes (dans une société industrielle et salariale), devrait alors être reconfigurée à partir de nouvelles particularités historiques. Dans la vision d'Ernesto Laclau, que certains leaders de *Podemos* se sont appropriées, l'enjeu politique essentiel est de parvenir à cristalliser des particularités sociopolitiques non unifiées par nature (revendications sociales, éco-

logiques, d'autonomie, etc.) dans la représentation d'une universalité. Il s'agit de transformer une population fragmentée, aux désirs contradictoires, en un « peuple » qui se trouve un horizon politique commun.

Importer la réflexion

Cet effort théorique exige bien sûr de l'inventivité stratégique et discursive. Au sein même de *Podemos*, les débats sont vifs entre la tentation du rapprochement avec des visions d'extrême gauche plus installées (comme l'alliance avec *Izquierda Unida*) et la voie de l'exploration théorique et de l'innovation dans le discours, qui reste abstraite, fragile et hypothétique. Le numéro deux du parti, Iñigo Errejón, propose une métaphore footballistique pour décrire ces deux options. « *Certaines passes de Laudrup me donnent davantage la chair de poule que de nombreux goals. J'admire la capacité de certains joueurs comme Xavi et Iniesta, ou Zidane, ou Redondo, leur faculté à créer des espaces qui n'existaient pas avant que le ballon leur sorte des pieds. Je considère la politique de la même manière : certains savent seulement ouvrir le jeu à droite ou à gauche, mais ceux qui changent vraiment les choses sont ceux qui se montrent capables de retourner l'échiquier et d'ouvrir des nouveaux chemins.* »⁵ L'Euro de football est certes terminé, avec un goût amer pour les Espagnols et pour les Belges, et il ne s'agit que d'une image. Mais n'y a-t-il pas là une interpellation à l'ensemble des gauches européennes, une invitation à explorer de nouvelles voies ?

Guillaume Lohest

Merci à Pablo Sánchez pour son témoignage, fourni avant les élections générales du 26 juin 2016.

(1) Interview d'Héloïse Nez dans *Les Inrocks*, 21/12/2015, propos recueillis par Mathieu Dejean.

(2) Entretien avec Héloïse Nez dans *Télérama*, 19/12/2015, par Sophie Rahal.

(3) Pablo Iglesias (sous la direction de), *Podemos, Les leçons politiques de Game of thrones*, traduit de l'espagnol par Tatiana Jarzabek, Post-Éditions, 2015.

(4) Pablo Iglesias, « Podemos, notre stratégie », dans *Le Monde Diplomatique*, juillet 2015.

(5) www.mundodeportivo.com, 26/05/2016. « Hay algunos pases de Laudrup que me ponen la piel de gallina ». (Notre traduction)

Autres références utilisées :

Sandrine Morel, « Espagne : la colère des déçus de Podemos » dans *Le Monde*, 27/04/2016.

Vincent Scheltens-Ortega, « Espagne : Podemos, politiser l'indignation » dans *Politique* n° 94, mars-avril 2016.